



# Conseil économique et social

Distr. limitée  
12 juin 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Commission économique pour l'Europe

### Comité exécutif

134<sup>e</sup> réunion

Genève, 1<sup>er</sup> juillet 2024

## Décision relative au projet intitulé « Renforcer l'inclusion en intégrant les questions de genre dans l'infrastructure de contrôle de la qualité pour le commerce »

Document soumis par le secrétariat

### *Projet de décision*

Le Comité exécutif approuve par la présente le projet extrabudgétaire intitulé « Renforcer l'inclusion en intégrant les questions de genre dans l'infrastructure de contrôle de la qualité pour le commerce », tel qu'il est décrit dans le document ECE/EX/2024/L.7.



**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**  
**FORMULAIRE DE PROJET DE COOPÉRATION TECHNIQUE**

<p><b>Titre du projet :</b> « Renforcer l'inclusion en intégrant les questions de genre dans l'infrastructure de contrôle de la qualité pour le commerce »</p> <p><b>Calendrier et durée prévisionnels :</b> juin 2024 à mai 2026</p> <p><b>Objectif et description succincte du projet :</b></p> <p>Les normes façonnent les produits qui nous entourent, et elles contribuent également à faciliter les échanges. Il est important de veiller à ce que tous les êtres humains, en particulier les femmes, soient correctement représentés dans les processus d'élaboration des normes qui les concernent et à ce que cette intégration des questions de genre se fasse dans toutes les institutions constituant l'infrastructure de contrôle de la qualité pour le commerce. S'appuyant sur les travaux du Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6), et notamment sur les récents projets extrabudgétaires relatifs aux normes tenant compte du genre (projets E330 sur le renforcement de l'utilisation et de l'adoption de normes visant à promouvoir le développement durable, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, mené de juillet 2019 à août 2022, et E312 sur le renforcement de l'utilisation et de l'adoption de normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable, mené de juillet 2018 à juillet 2019), ce projet aura pour objet de mener une action de sensibilisation et de renforcement des capacités sur l'intégration des questions de genre auprès des organismes d'élaboration de normes et des services de l'État jouant un rôle dans l'infrastructure de contrôle de la qualité pour le commerce. L'Organisation internationale de normalisation (ISO) a accepté de participer à la coordination et à la mise en application de ce projet sur la base d'un autofinancement. Il s'agira, dans le cadre de ce projet, d'aider les pays bénéficiaires à élaborer un plan d'action viable en matière d'égalité des sexes et à le mettre en application, notamment en définissant des cibles réalisables, en assurant le suivi et l'évaluation et en formulant des recommandations sur la meilleure façon de procéder. Les institutions ciblées comprennent les organismes chargés de la métrologie, de la surveillance des marchés, de l'évaluation de la conformité, de l'accréditation, de la normalisation et de l'éducation. Les activités suivantes seront mises en œuvre pour atteindre cet objectif :</p> <p>A1.1. Élaboration de trois plans d'action nationaux sur les normes tenant compte des questions de genre au sein d'organismes nationaux de normalisation ;</p> <p>A1.2. Élaboration de trois stratégies nationales sur l'intégration des questions de genre dans l'infrastructure nationale de contrôle de la qualité ;</p> <p>A1.3. Organisation d'une série d'ateliers nationaux de formation/réflexion, adaptés à chaque organisme, sur l'intégration des questions de genre dans l'infrastructure nationale de contrôle de la qualité ;</p> <p>A2.1. Organisation de trois manifestations de lancement dans les capitales concernées ;</p> <p>A2.2. Organisation de la conférence finale (Istanbul) ;</p> <p>A2.3. Élaboration de rapports techniques et de supports de formation ;</p> <p>A2.4. Participation à des événements clés dans le monde entier pour diffuser les résultats et mener une action de sensibilisation.</p>
<p><b>Lien avec les cibles des ODD :</b> objectif 5 (cibles 5.1, 5.5, 5.b et 5.c), objectif 9 (cible 9.1) et objectif 17 (cibles 17.10 et 17.18)</p>
<p><b>Résultats attendus :</b></p> <p>EA1. Renforcement des capacités nationales pour l'intégration des questions de genre dans l'ensemble de l'infrastructure de contrôle de la qualité au sein des organismes chargés du commerce, et autonomisation accrue des femmes dans la mise en application du Programme 2030.</p> <p>EA2. Sensibilisation des parties prenantes nationales aux normes et à l'intégration des questions de genre dans le domaine du commerce.</p>
<p><b>Groupe cible et bénéficiaires du projet :</b></p> <p>Ce projet vise trois pays bénéficiaires, deux dans la région de la CEE (Albanie et Géorgie) et un dans la région africaine (Bénin). Le projet vise les organismes nationaux de normalisation ainsi que tous les services de l'État liés à l'infrastructure de contrôle de la qualité (potentiellement plusieurs ministères, tels que ceux chargés du commerce, de la santé, des services vétérinaires et des transports).</p>

<b>Justification du projet et lien avec le programme de travail :</b>	
Ce projet contribue directement à l'objectif du sous-programme 6 (Commerce) du budget-programme de la CEE pour 2024, qui est de « renforcer la facilitation du commerce et les transactions électroniques, les politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation, les normes de qualité des produits agricoles et la coopération économique commerciale dans la région de la CEE et dans le reste du monde ». Ce projet donne suite à la recommandation 4 issue de l'évaluation du projet E330 (voir ECE/CTCS/WP.6/2023/INF.3). Le projet sera exécuté sous les auspices du Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6) qui, à sa 33 <sup>e</sup> session, avait invité les États membres à envisager de financer le travail de suivi sur le renforcement des capacités aux fins de l'élaboration de plans d'action pour l'égalité des sexes (décision 11) (voir ECE/CTCS/WP.6/2023/2).	
<b>Estimation des ressources financées au titre du budget ordinaire de l'ONU</b> (en mois de travail/catégorie de personnel) :	
1 mois de G5 ; 2 mois de P4	
<b>Montant estimé des ressources extrabudgétaires :</b>	
<b>Donateur</b> Allemagne	<b>Montant (en euros)</b> 700 000
<b>Responsable de projet :</b> Lance Thompson	<b>Section/Division :</b> Section de l'accès aux marchés/Division du commerce et de la coopération économique de la CEE
26.02.2024	<b>Approbation du Comité exécutif<sup>1</sup> :</b>
<b>Approbation du Groupe de la gestion des programmes :</b> Nicolas Dath-Baron	<b>25.03.2024</b>
26.02.2024	

<sup>1</sup> Voir le paragraphe 31 a) de la décision A (65) de la Commission.

**Annexe**  
**Budget axé sur les résultats afférent au projet extrabudgétaire**

Réalizations escomptées	Activités prévues	Coûts estimatifs (en euros)
EA1. Renforcement des capacités nationales pour l'intégration des questions de genre dans l'ensemble de l'infrastructure de contrôle de la qualité au sein des organismes chargés du commerce, et autonomisation accrue des femmes dans la mise en application du Programme 2030	A1.1. Élaboration de trois plans d'action nationaux sur les normes tenant compte des questions de genre au sein d'organismes nationaux de normalisation (renforcement des capacités avec les organismes nationaux de normalisation) 3 consultants nationaux x 3 264,17 dollars x 8 mois (Albanie, Bénin et Géorgie)	78 340
	A1.2. Élaboration de trois stratégies nationales sur l'intégration des questions de genre dans l'infrastructure nationale de contrôle de la qualité (renforcement des capacités avec les organismes ou organes nationaux chargés de l'infrastructure de contrôle de la qualité) 3 consultants nationaux x 3 730 dollars x 7 mois (Albanie, Bénin et Géorgie)	78 330
	A1.3. Organisation d'une série d'ateliers nationaux de formation/réflexion, adaptés à chaque organisme, sur l'intégration des questions de genre dans l'infrastructure nationale de contrôle de la qualité (élaboration d'ateliers/de formations) 3 consultants nationaux x 3 730 dollars x 7 mois (Albanie, Bénin et Géorgie)	78 330
EA2. Sensibilisation des parties prenantes nationales aux normes et à l'intégration des questions de genre dans le domaine du commerce	A2.1. Organisation de trois manifestations de lancement groupées avec un atelier ciblé Services contractuels (location du lieu et restauration, interprétation, traduction des documents de base, impression, conception graphique) x 28 000 dollars x 3 pays Voyages du personnel : 3 x 3 000 dollars x 3 pays Voyages d'experts internationaux : 3 x 3 000 dollars x 3 pays	138 000 84 000 27 000 27 000
	A2.2. Organisation de la conférence finale (Istanbul) Voyages d'experts : 38 x 3 000 dollars Voyages du personnel : 2 x 3 000 dollars Voyages de consultants : 3 x 3 000 dollars Services contractuels (location du lieu, restauration, interprétation, traduction des documents de base, impression, conception graphique) x 24 000 dollars	153 000 114 000 6 000 9 000 24 000
	A2.3. Élaboration de rapports techniques et de supports de formation Services contractuels (y compris la traduction, la mise en page, la conception, l'impression) x 50 000	50 000
	A2.4. Participation à des événements clefs dans le monde entier pour diffuser les résultats et mener une action de sensibilisation 2 fonctionnaires x 2 missions x 3 000	12 000
	<b>Budget résumé</b>	<b>588 000</b>
	Prélèvement aux fins de la coordination (1 %)	7 000
Évaluation	14 000	
Dépenses d'appui au programme (13 %)	91 000	
<b>Total</b>	<b>700 000</b>	